



Déclaration liminaire CDEN du 10 février 2022

Epuisés par la gestion de classe et d'école qu'impose le 57ème protocole en cours, les personnels travaillant dans les écoles le sont.

Fatigués aussi par une gestion de classe rendue chaotique par les arrivées et les départs d'élèves chaque jour.

Fatigués et déçus par les projets sans cesse avortés pour raisons sanitaires.

Déçus encore par les annonces faites par le Premier ministre et qui en plus peinent à être suivies d'effet (à la veille des vacances, les capteurs de CO2, les purificateurs d'air ne sont toujours pas déployés, les compléments de recrutements via liste complémentaires ne peuvent se faire, faute d'existence de ladite liste...). Les masques ont bien enfin été livrés mais la découverte, pour les collègues de maternelle, des FFP2 « becs de canard » a désagréablement surpris. Ceux vendus en pharmacie allient à la fois confort et facilité d'utilisation, ce qui n'est pas le cas de ceux reçus.

Dans ce contexte là, les exigences institutionnelles renforcent le mal être et suscitent encore plus d'incompréhension. Par exemple, l'écriture d'un nouveau projet d'école alors que l'actuel n'a pour partie au moins pu être réalisé, le cumul de travail en distanciel/présentiel, les évaluations d'écoles, les évaluations CP, pour l'heure reportées. Les demandes répétées des tableaux de remontée des personnels grévistes n'ont pas à être faites. Seuls les personnels non-grévistes et en service le jour de la grève et ceux-là uniquement peuvent être amenés à signer éventuellement des listes d'émargement.

Un plan d'urgence pour l'école est nécessaire !

Le SNUipp-FSU porte comme mandat depuis sa création une baisse du nombre des élèves par classe.

Nous demandons depuis 12 ans maintenant qu'il y ait un plan de rattrapage en termes de postes pour notre département. Celui-ci avait perdu en une seule carte scolaire, celle de la rentrée 2012, et dans un contexte d'augmentation des effectifs d'élèves pas moins de 40 postes ! Ce quinquennat Sarkozy, avec Darcos puis Chatel comme ministres successifs de l'Education Nationale, et un certain M. Blanquer à la tête de la DGESECO, a ainsi abîmé durablement l'école.

La crise sanitaire n'est maintenant plus ni une découverte, ni une mauvaise surprise. Voilà la troisième année scolaire placée sous son signe. Le manque d'anticipation initiale du gouvernement s'est lui-aussi inscrit dans la durée. Les moyens promis par le premier Ministre ne peuvent pour partie pas être actionnés dans notre département, notre académie n'ayant pas mis en place, pour la troisième année consécutive, une liste complémentaire lors des derniers résultats du CRPE.

Les inégalités, toujours accentuées, dans notre société, doivent être combattues. Les élèves en difficultés ont besoin de toujours plus d'attention et de soutien.

Cette crise exige que les gestes barrières puissent être respectés, et non pas "si possible" : chaque élève, chaque enseignant.e, doit pouvoir être protégé.

Afin d'assurer la continuité du service public d'éducation et pour garantir dans tous les cas la qualité de l'enseignement et la prise en compte de tous les élèves, il y a une

nécessité absolue à diminuer les effectifs dans les classes. Et d'avoir des écoles à taille humaine. Fermer 2 écoles à 2 classes à Limoges est une très mauvaise nouvelle et illustre parfaitement la non prise en compte de la situation sanitaire. Faire ce choix de grossir des écoles et fermer de petites structures, singulièrement en ces temps de covid, témoigne de prises de décisions purement idéologiques et économiques.

Notre département se voit finalement doté de 0 poste supplémentaire, à l'instar de notre académie ! Dans les écoles, les recrutements supplémentaires sont attendus mais peinent à se concrétiser faute de candidatures à la précarité de contractuel. La mise en place d'une liste complémentaire au concours aurait dû permettre la mise en œuvre de l'engagement du 1er Ministre mais l'Académie a fait le choix de se singulariser depuis plusieurs années en ne créant pas cette liste - pourtant explicitement prévue dans le cadre réglementaire.

Le CTSD de repli a eu lieu ce matin. A l'issue du CTSD du 3 février, même si nous avons salué le retrait de 2 fermetures prévues initialement, nous avons jugé cette carte scolaire toujours insatisfaisante et avons voté unanimement en CONTRE. Les moyens manquent cruellement.

L'ITEP Suzanne Léger pâtit depuis plus de 2 mois maintenant du manque de moyens et pour l'heure aucune solution n'est avancée. L'ASH n'est pas, en matière de remplacement, une priorité, c'est même tout le contraire. Et l'inclusion, portant au cœur de la communication du ministère, s'efface confrontée aux difficultés du remplacement.

Les 13+3 fermetures de classes pour 3+4 ouvertures à l'étude témoignent d'une carte scolaire qui se passe comme si la situation était *normale*. Pourtant, plusieurs de ces fermetures programmées vont durcir les conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des enseignants. Les mesures annoncées passent d'ailleurs mal et à l'heure où ces lignes sont lues, des mobilisations ont lieu pour dénoncer et empêcher ces fermetures.

Les mesures de légères augmentations des quotités de décharges des collègues en charge de la direction dans les écoles de 6, 7, 12 et 13 classes nécessitent 5,17 ETP dont 4 sont pris dans le cadre des mesures de cette carte scolaire.

3 postes de brigades supplémentaires sont prévus, c'est évidemment mieux que 0 mais reste très insuffisant au regard des besoins. Pour essayer d'éviter de fermer des classes faute de remplaçants, la brigade devrait compter au moins 170 collègues. Il faudrait donc créer près de 40 postes rien que pour ce faire. Là encore, alors que le nombre de classes fermées explose, les moyens nécessaires ne seront toujours pas là.

L'Éducation Nationale doit mieux former les enseignants, au début, mais aussi tout au long de leur carrière : cela nécessite des moyens de remplacement qui ne sont pas suffisants. Il est donc nécessaire de poursuivre la création de postes de brigades.

De plus en plus de collègues nous disent leur souffrance à ne pas pouvoir aider au mieux les élèves en difficulté. Il y aurait urgence à réactiver les RASED. Il faudrait au minima pour 16 psyEN, 16 postes E soit 11 postes à créer et 16 postes G soit 4 postes à créer, donc 15 postes en tout.

Enfin, pour atteindre l'objectif du 24 élèves maximum en GS, CP et CE1, sans surcharger les autres niveaux, il faut aussi créer des postes.

L'Éducation Nationale doit mettre en acte l'école inclusive : le ministère en parle beaucoup mais les AESH restent des emplois à temps partiel imposé et sous-payés. A cela s'ajoute le fait que tous les élèves ayant pourtant des notifications n'ont pas toujours l'accompagnement qu'ils devraient avoir.

La FSU est force de propositions et porte un tout autre projet pour l'école, pour permettre la réussite de tous les élèves et à chaque enseignant.e de s'épanouir dans son travail.